



Syndicat National “ **FORCE OUVRIERE** ”

des Finances Publiques

Section de l' EURE

CTL du 2 octobre 2015
Déclaration liminaire.

Monsieur le Président,

Le CTL d'aujourd'hui traite de sujets particulièrement lourds pour notre réseau : fermetures de Trésoreries, regroupements de services, réorganisations. C'est la suite du plan social qui touche notre réseau depuis 10 ans maintenant.

A FO, nous faisons le choix de siéger dans cette instance.

Pourtant, nous sommes résolument contre ces fermetures, ces regroupements et ces réorganisations : nous pensons qu'il s'agit de réduire notre réseau, son implantation géographique et ses moyens humains.

Nous voterons également contre ces fermetures. Nous avons été élus pour défendre les agents de notre administration, et nous ne nous défilons pas. Pour autant, nous savons par avance ce que vous ferez de notre vote : vous passerez outre. Il y a, dans ce type de relations sociales, où la direction passe outre le vote unanime des représentants élus de ses agents, un déni de démocratie sociale que FO dénonce, localement comme nationalement.

Alors qu'attendons-nous de cette réunion ?

Nous voterons contre les fermetures. **Et nous défendrons aussi les agents, dans ces changements que vous nous imposez dans ce simulacre de démocratie sociale.**

Oui, nous défendons les agents dans les postes qui vont être fusionnés : nous voulons que tous les emplois désimplantés, chefs de postes compris, suivent leurs missions. Nous craignons que dans certains cas, aucun emploi ne suive la mission. Nous ne voulons pas que les postes accueillants ne reçoivent que du travail et de la souffrance supplémentaire. Nous vous interrogerons en détail au moment de l'appel de ce point à l'ordre du jour.

Fort opportunément, le tableau de bord de veille sociale, 6^{ième} point à l'ordre du jour, nous permettra aussi d'éclairer la situation que vous nous dessinez au regard de la situation présente, marquée par des charges de travail parfois insoutenables. Les suppressions d'emploi ne se termineront-elles que quand le dernier agent de la DGFIP sera mort au travail ?

Nous vous interrogerons sur le sens des suppressions de poste que vous nous imposez. Nous avons la carte prévisionnelle des intercommunalités à venir, fournie par la préfecture de l'Eure aux élus municipaux. Nous allons droit vers des intercommunalités sans Trésorerie. Ce n'est pas du tout l'esprit du plan stratégique et c'est la désertification du service public dans des territoires entiers que

vous mettez en place. Les usagers de ces territoires auront beau jeu de penser que l'Etat les abandonne. Cela nie aussi le rôle du comptable de proximité et son rôle de conseil. Que va devenir le métier d'un comptable avec 200 ou 300 budgets à gérer ? Et que devient notre fonction auprès de ces collectivités ?

Nous vous interrogerons enfin sur votre plan triennal. Les agents des postes concernés par votre plan méritent toute notre considération. Ne pas dévoiler le plan, empêcher certains agents de faire une demande de mutation, laisser tout le monde dans l'angoisse du "à qui le tour ?". Cela ne permet pas de considérer l'avenir sereinement.

Aussi, la réorganisation du secteur du cadastre et de la fiscalité foncière ressemble à un mauvais bricolage. Nous sommes convaincus que les solutions proposées ne peuvent être pérennes et que d'autres restructurations suivront. Les agents veulent une visibilité dans l'organisation du travail. Nous vous demanderons ce que vous voulez mettre en place à long terme sur ce secteur.

Hormis l'adaptation aux suppressions d'emploi, les agents veulent connaître le sens des restructurations en cours. Vous nous parlez souvent de prioriser le travail mais sans abandonner de missions. N'est ce pas un peu hypocrite ?

Vous pourrez constater lors de cette réunion que n'avez pas devant vous des élus résignés par votre début de plan, mais des élus combattifs.